

Investissements directs 2023

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Investissements directs 2023

24^e année

Table des matières

| | Page |
|---|-----------|
| 1 Aperçu des investissements directs en 2023 | 4 |
| 2 Investissements directs suisses à l'étranger | 6 |
| Flux d'investissements directs | 6 |
| Stocks d'investissements directs | 7 |
| Revenus d'investissements directs | 10 |
| 3 Investissements directs étrangers en Suisse | 11 |
| Flux d'investissements directs | 11 |
| Stocks d'investissements directs | 12 |
| Revenus d'investissements directs | 15 |
| 4 Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes | 16 |
| Effectifs des filiales non résidentes | 16 |
| Nombre de filiales non résidentes | 18 |
| Chiffre d'affaires réalisé par les filiales non résidentes de groupes résidents | 19 |
| Effectifs des sociétés mères résidentes | 21 |

1

Aperçu des investissements directs en 2023

Expansion de la présence à l'étranger (en termes d'investissements directs et d'effectifs) des entreprises multinationales contrôlées par des résidents – Recul des investissements directs étrangers en Suisse et des revenus d'investissements directs dans les deux directions

INVESTISSEMENTS DIRECTS SUISSES À L'ÉTRANGER

En 2023, pour la première fois depuis 2018, les entreprises domiciliées en Suisse ou au Liechtenstein (entreprises résidentes) ont investi davantage de fonds dans leurs filiales non résidentes qu'elles n'en ont retirés. Ces investissements directs se sont élevés à 49 milliards de francs en termes nets. Ils sont le résultat de deux mouvements opposés: la forte augmentation des investissements directs réalisés par les entités résidentes hors sociétés financières et holdings en mains étrangères (total: 92 milliards de francs), et la poursuite du recul des investissements directs détenus par les sociétés financières et holdings en mains étrangères dans des entités non résidentes (-43 milliards). Ce recul a été pour une part importante (31 milliards de francs) le fait d'entités à vocation spéciale (EVS), c'est-à-dire de sociétés n'ayant pas d'activité opérationnelle.

Les entreprises résidentes ont principalement investi en Europe (59 milliards de francs), dans des pays accueillant des holdings, à savoir Chypre (37 milliards) et le Luxembourg (18 milliards), mais également au Royaume-Uni (12 milliards) et en Allemagne (11 milliards). En dehors d'Europe, leurs investissements se sont principalement portés sur les États-Unis (15 milliards de francs) et l'Asie (7 milliards). En Amérique centrale et du Sud, en revanche, les entreprises résidentes ont réduit leurs investissements directs (de 23 milliards de francs), essentiellement en rapatriant des fonds des centres financiers offshore de cette région.

Fin 2023, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger se sont inscrits à 1 288 milliards de francs, dont 479 milliards (soit 37%) pour les sociétés financières et holdings, qui détenaient de loin les stocks les plus élevés, suivies par le groupe de branches *Chimie et plastique*, avec 190 milliards (15%).

Les revenus des investissements directs à l'étranger ont reculé de 13 milliards (-12%), passant à 94 milliards de francs. Tant les dividendes (-5 milliards de francs; total: 70 milliards) que les bénéfices réinvestis (-6 milliards; total: 23 milliards) ont été concernés.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN SUISSE

En 2023, les entités non résidentes ont à nouveau rapatrié des capitaux d'entreprises résidentes. En termes nets, ces désinvestissements se sont élevés à 49 milliards de francs (63 milliards en 2022). Ils ont principalement concerné les sociétés financières et holdings (40 milliards de francs, dont 29 milliards pour des EVS), lesquelles enregistrent des désinvestissements depuis 2018¹, pour un total de 560 milliards de francs sur la période 2018-2023. Les désinvestissements ont également touché des entreprises du commerce (10 milliards de francs) et de l'industrie (2 milliards). Les flux d'investissements directs en Suisse sont demeurés marginaux: ils ont été de 3 milliards de francs dans la branche des assurances et de 2 milliards dans le groupe de branches *Transports et communications*.

Fin 2023, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrits à 930 milliards de francs. Si l'on prend en compte le pays de l'investisseur immédiat, les entités domiciliées dans l'Union européenne (UE) détenaient 65% des stocks d'investissements directs, et celles domiciliées aux États-Unis, 16%. Toutefois, ce critère de ventilation ne permet pas systématiquement de connaître la domiciliation des entités qui contrôlent effectivement les entreprises résidentes. En effet, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse sont majoritairement détenus au moyen de sociétés intermédiaires contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. C'est pourquoi la Banque nationale suisse (BNS) publie également des données ventilées selon le pays de l'investisseur ultime. Celles-ci indiquent que les investisseurs ultimes domiciliés aux États-Unis détenaient 39% des stocks et ceux domiciliés dans l'UE, 32%.

Les revenus des investissements directs étrangers en Suisse ont fléchi de 8 milliards (-7%), passant à 97 milliards de francs. Or, comme les filiales résidentes ont versé un dividende plus élevé à leurs investisseurs non résidents (+11 milliards de francs; total: 84 milliards), les bénéfices réinvestis ont fortement reculé (-19 milliards; total: 12 milliards).

¹ Voir le thème spécial *Évolution actuelle des capitaux en transit dans la statistique suisse des investissements directs*, dans le rapport *Investissements directs 2021*, pages 25 ss.

DONNÉES OPÉRATIONNELLES SUR LES FILIALES NON RÉSIDENTES ET LEURS SOCIÉTÉS MÈRES RÉSIDENTES

En 2023, les entreprises en mains suisses interrogées par la BNS possédaient 21 200 filiales non résidentes, lesquelles ont réalisé un chiffre d'affaires de 869 milliards de francs (–33 milliards par rapport à 2022, soit –4%) et employaient 2 503 000 personnes (+117 000, soit +5%, à la suite d'acquisitions et de l'assujettissement de nouvelles entités aux enquêtes conduites par la BNS). Ces entreprises sont également des employeurs importants en Suisse et au Liechtenstein, où elles comptaient 556 000 personnes salariées.

DISPONIBILITÉ ET RÉVISIONS DES DONNÉES

Des informations détaillées sur les investissements directs et les données opérationnelles des entreprises multinationales sont présentées sur le portail de données de la BNS (data.snb.ch), dans le menu *Sections*, sous *Relations économiques internationales, Données, Investissements directs*. Les données peuvent être utilisées sous forme de graphiques et de tableaux paramétrables. Des séries chronologiques sont disponibles sous *Relations*

économiques internationales, Données complémentaires, Investissements directs. La section *Relations économiques internationales*, sous *Commentaires, révisions des données et changements, Investissements directs*, présente des éléments relatifs aux méthodes utilisées pour la statistique des investissements directs.

La publication du présent rapport donne lieu, comme chaque année, à la révision des chiffres des années précédentes. La période concernée s'étend de 2019 à 2022. Le groupe de branches *Textile et habillement* n'est désormais plus présenté séparément dans les tableaux des investissements directs suisses à l'étranger et des données opérationnelles, mais intégré au groupe de branches *Autres industries et construction*. En revanche, les séries chronologiques concernant le groupe de branches *Textile et habillement* demeurent disponibles sous *Données complémentaires*.

Les données sur les effectifs des sociétés mères résidentes sont publiées par l'Office fédéral de la statistique (OFS) dans la statistique des groupes d'entreprises (STAGRE). La Banque nationale publie des données sur les effectifs des sociétés mères résidentes qui participent à ses enquêtes statistiques.

Tableau 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS 2023: APERÇU

| | 2022 | 2023 | |
|---|--------------------------|---------|---------|
| Investissements directs suisses à l'étranger , en milliards de francs | | | |
| Flux d'investissements directs | –79,0 | 49,4 | |
| Stocks d'investissements directs | 1 305,5 | 1 287,8 | |
| Revenus d'investissements directs | 107,5 | 94,3 | |
| Investissements directs étrangers en Suisse , en milliards de francs | | | |
| Flux d'investissements directs | –63,2 | –49,1 | |
| Stocks d'investissements directs | 1 028,3 | 930,3 | |
| Revenus d'investissements directs | 105,1 | 97,4 | |
| Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes¹ | | | |
| Effectifs des filiales non résidentes d'entreprises résidentes | en milliers de personnes | 2 386,5 | 2 503,2 |
| Chiffre d'affaires des filiales non résidentes d'entreprises résidentes | en milliards de francs | 902,2 | 869,1 |
| Nombre de filiales non résidentes | | 21 040 | 21 209 |
| Effectifs des sociétés mères résidentes | en milliers de personnes | 538,7 | 556,2 |

¹ Comprend uniquement les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs.

Source: BNS.

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2023, pour la première fois depuis 2018, les entreprises domiciliées en Suisse ou au Liechtenstein (entreprises résidentes) ont investi davantage de fonds dans leurs filiales non résidentes qu'elles n'en ont retirés. Ces investissements directs se sont élevés à 49 milliards de francs en termes nets, se subdivisant en prêts intragroupes (24 milliards de francs), bénéfiques réinvestis (23 milliards) et participations (2 milliards; voir graphique 1).

Ces 49 milliards de francs d'investissements directs résultent de deux évolutions contradictoires. Les entreprises résidentes (hors sociétés financières et holdings en mains étrangères) ont davantage investi dans des entités non résidentes que l'année précédente, à savoir 92 milliards de francs. Ce montant se subdivise en 30 milliards investis par des sociétés financières et holdings en mains suisses, dans le cadre de fusions d'entreprises et d'augmentations de participations dans des filiales non résidentes, 24 milliards par les entreprises du secteur de l'industrie, principalement à la suite de restructurations au sein de groupes et d'acquisitions, et 39 milliards par les entreprises du groupe de branches *Transports et communications*, essentiellement pour des prêts intragroupes.

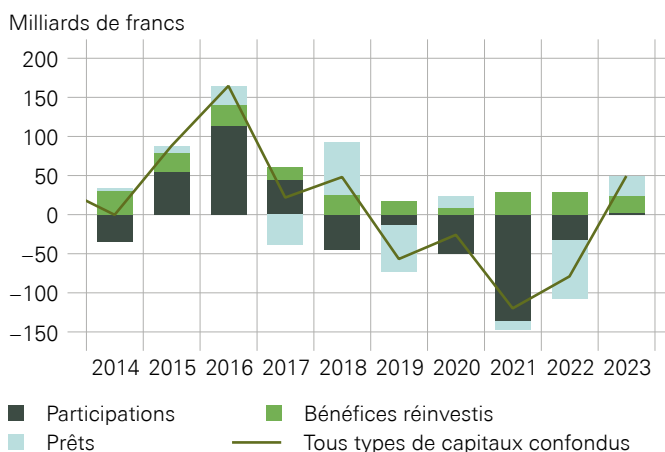
À l'inverse, les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont une nouvelle fois réduit leurs investissements directs dans des entités non résidentes (-43 milliards de francs). Les sociétés en question sont des structures intermédiaires qui permettent à des non-résidents de détenir des participations dans des pays tiers. Elles englobent des entités à vocation spéciale (EVS), c'est-à-dire des sociétés n'ayant pas d'activité opérationnelle. Ce sont essentiellement les EVS qui étaient concernées par les désinvestissements (31 milliards de francs; voir graphique 2).

Les entreprises résidentes ont principalement investi en Europe (59 milliards de francs), et plus particulièrement dans des pays qui accueillent de nombreuses holdings, tels que Chypre (37 milliards, sous forme de prêts intragroupes) et le Luxembourg (18 milliards, par une augmentation des participations). Elles ont également investi au Royaume-Uni (12 milliards de francs), essentiellement dans le cadre de restructurations au sein de groupes. Dans d'autres pays européens tels que l'Allemagne (11 milliards de francs), l'Italie (4 milliards) et la Finlande (2 milliards), les investissements étaient surtout imputables à des acquisitions.

Graphique 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

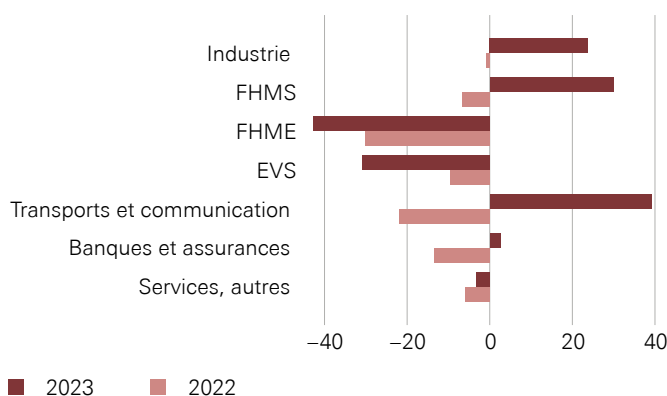
Flux ventilés par types de capitaux



Graphique 2

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Flux ventilés par groupes de branches (en milliards de francs)



- 1 FHMS: sociétés financières et holdings en mains suisses
- 2 FHME: sociétés financières et holdings en mains étrangères

Source: BNS.

En outre, les entreprises résidentes ont engagé des fonds aux États-Unis (15 milliards de francs, pour moitié sous forme de prêts intragroupes et pour moitié sous forme de bénéfices réinvestis), mais aussi en Asie (7 milliards), notamment dans les Émirats arabes unis (2 milliards), ainsi que 1 milliard respectivement en Chine, à Singapour, au Japon et en Corée du Sud.

Les flux d'investissements directs reflètent également les restructurations au sein de groupes, de sorte que les investissements effectués dans une région s'accompagnent souvent de désinvestissements dans d'autres régions. Ainsi, durant l'année sous revue, des capitaux ont été rapatriés de certains pays européens accueillant de nombreuses holdings, notamment de Hongrie (15 milliards de francs), des Pays-Bas (13 milliards) et d'Irlande (4 milliards). Parmi les pays extraeuropéens, le Canada (10 milliards de francs) et le Mexique (4 milliards) ont aussi enregistré des désinvestissements. Toutefois, les rapatriements les plus importants effectués par les entités résidentes ont concerné les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud (22 milliards de francs).

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

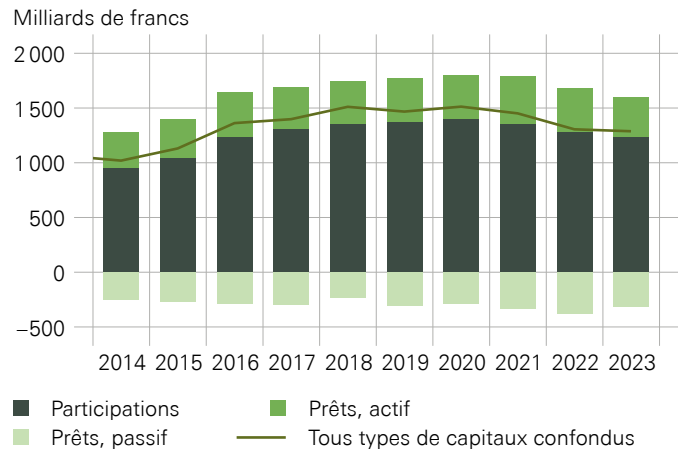
Fin 2023, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger s'établissaient à 1 288 milliards de francs, en recul de 18 milliards en un an (-1%). Ce repli est imputable à des pertes de change résultant de l'appréciation du franc par rapport aux principales monnaies étrangères, en particulier l'euro et le dollar des États-Unis. Les pertes de change se sont révélées plus importantes que les flux d'investissements directs. Les stocks d'investissements directs se composent des participations, lesquelles se sont élevées à 1 239 milliards de francs (96%), et des prêts intragroupes, qui se sont établis à 49 milliards (4%). Les prêts intragroupes représentent un montant net égal à la différence entre ceux que les entreprises résidentes octroient à leurs sociétés sœurs et filiales non résidentes (actif: 365 milliards de francs) et ceux que ces dernières leur accordent (passif: 316 milliards)¹.

La Suisse détient des stocks d'investissements directs à l'étranger relativement élevés. Elle compte ainsi parmi les principaux investisseurs directs du monde (source: FMI, <http://data.imf.org/CDIS>). Cette situation s'explique notamment par l'implantation sur son territoire de nombreux sièges de grands groupes multinationaux et par l'attrait qu'exerce la Suisse sur les holdings contrôlées par des non-résidents.

Graphique 3

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks ventilés par types de capitaux



¹ Les prêts accordés à et par des sociétés sœurs non résidentes sont pris en compte si le siège du groupe se trouve en Suisse.

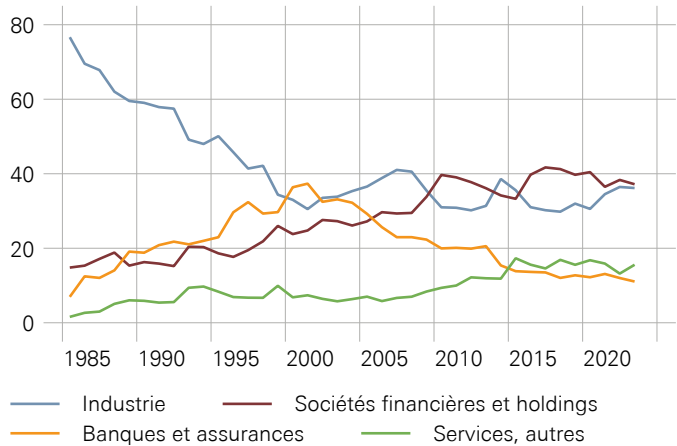
Dans le secteur de l'industrie, les stocks d'investissements directs détenus dans des filiales non résidentes se sont établis à 466 milliards de francs, en recul de 10 milliards en un an (-2%). Ils étaient enregistrés en majeure partie par les groupes de branches *Chimie et plastique* (190 milliards de francs; -5 milliards), et *Autres industries et construction* (130 milliards; -7 milliards). Les stocks d'investissements directs du secteur des services se sont inscrits à 822 milliards de francs (-8 milliards de francs; -1%). Par ordre d'importance, ces stocks sont principalement détenus par les entreprises du groupe de branches *Sociétés financières et holdings* (479 milliards de francs, en recul de 22 milliards, mais toujours à la première place), du commerce (142 milliards; -3 milliards) et des assurances (104 milliards; +2 milliards). Dans l'industrie comme dans les services, l'évolution des stocks a été marquée par les transactions et par des pertes de change. Dans les services, d'autres facteurs ont en outre joué un rôle. Ainsi, les stocks d'investissements directs des banques ont reculé (-16 milliards de francs; total: 38 milliards) à la suite d'une consolidation des participations détenues dans leurs filiales non résidentes. Par contre, le groupe de branches *Autres services*, le commerce et les sociétés financières et holdings ont enregistré des plus-values à la suite de restructurations au sein de groupes. Ces plus-values se sont répercutées sur les stocks d'investissements directs.

Le graphique 4 présente l'évolution des stocks d'investissements directs depuis 1985. Au milieu des années 1980, la part de l'industrie s'établissait encore à plus de 70%, mais elle n'a cessé de reculer jusqu'au début des années 2000, avant de se stabiliser (2023: 36%). La part des services a, quant à elle, présenté une évolution inverse. En particulier, le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* a affiché une forte hausse de 1985 à 2010, sa part dans le total des stocks d'investissements directs passant de 12% à 40%. Cette proportion est ensuite restée relativement stable (2023: 37%), malgré les désinvestissements observés depuis 2018 dans les entreprises de ce groupe de branches. Les banques et les assurances se sont caractérisées par une évolution différente. Durant l'année sous revue, leur part dans le total des stocks d'investissements directs a été de 11%, valeur proche de celle enregistrée au milieu des années 1980. Elle avait atteint un niveau significativement plus élevé dans l'intervalle (par exemple 37% en 2001).

Graphique 4

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks ventilés par groupes de branches (en %)



Source: BNS.

Le graphique 5 présente les pays où étaient localisés les principaux stocks d'investissements directs suisses fin 2023 (la surface des cercles est proportionnelle à l'ampleur des stocks). L'axe des abscisses indique la variation moyenne des stocks entre 2013 et 2023, et celui des ordonnées, la variation enregistrée entre fin 2022 et fin 2023.

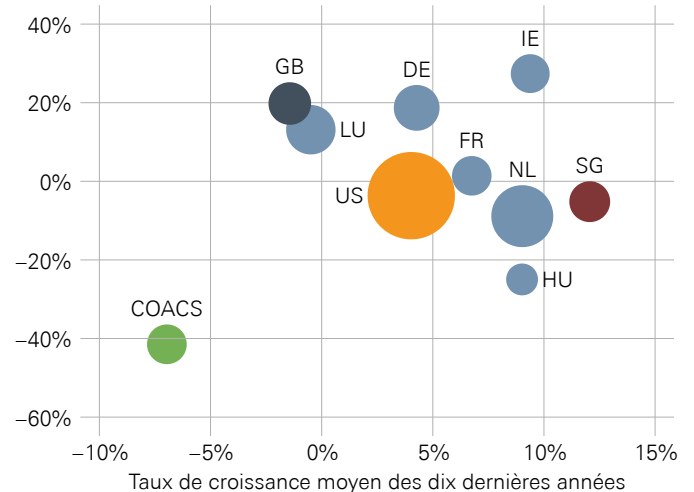
Il ressort du graphique que ce sont des sites d'implantation de holdings, à savoir Singapour en Asie, et l'Irlande, les Pays-Bas et la Hongrie en Europe, qui ont enregistré la progression la plus forte des stocks d'investissements directs au cours des dix dernières années, avec un taux de croissance annuel moyen d'environ 10%. Sur la même période, les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud ont, eux, subi une baisse de 50% de leurs stocks d'investissements directs. S'ils étaient la principale destination des investissements directs suisses après les États-Unis en 2013, ils n'occupaient que le septième rang en 2023. Le graphique montre en outre qu'au cours de l'année sous revue, seuls des pays européens, à savoir l'Irlande, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Luxembourg, ont enregistré un accroissement de leurs stocks d'investissements directs. L'Europe dans son ensemble a connu une expansion des stocks d'investissements directs de 9% (+60 milliards de francs; total 719 milliards). Dans les autres régions du monde, les stocks d'investissements directs ont reculé, à savoir de 30% en Amérique centrale et du Sud (-41 milliards de francs; total 97 milliards), principalement du fait de l'évolution susmentionnée dans les centres financiers offshore de cette région, de 8% en Amérique du Nord (-26 milliards; total 302 milliards), et de 6% en Asie (-9 milliards; total 152 milliards).

Graphique 5

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks des dix principales implantations en 2023

Variation par rapport à l'année précédente



● Europe ● Amérique du Nord ● Asie
● Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud

Source: BNS.

REVENUS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les revenus découlant des investissements directs suisses à l'étranger ont diminué de 13 milliards de francs (-12%; total: 94 milliards). Si on rapporte ces revenus au total des stocks d'investissements directs, le taux de rendement s'établissait à 7,3% en 2023 (2022: 8,2%). La baisse des revenus s'est répercutée tant sur les dividendes (-5 milliards de francs; total: 70 milliards) que sur les bénéfices réinvestis (-6 milliards; total: 23 milliards). Le produit des intérêts des prêts intragroupes a également reculé (-2 milliards de francs; total: 1 milliard).

Le secteur des services a enregistré un fléchissement net de 10% des revenus d'investissements directs dans ses filiales non résidentes (-6 milliards de francs; total: 56 milliards). Cette diminution résulte du recul des revenus dans certains groupes de branches, et de leur accroissement dans d'autres. Ainsi, les revenus ont été presque réduits de moitié dans les sociétés financières et holdings (-15 milliards; total: 18 milliards) et se sont normalisés dans le commerce après avoir bénéficié de conditions favorables sur le marché en 2022 (-6 milliards; total: 12 milliards). À l'inverse, les revenus d'investissements directs se sont accrus notamment pour les banques, dont les filiales non résidentes ont engrangé des bénéfices après avoir essuyé des pertes considérables l'année précédente (+10 milliards; total: 2 milliards), et les assurances, qui ont profité de conditions globalement plus favorables sur le marché (+5 milliards; total: 14 milliards).

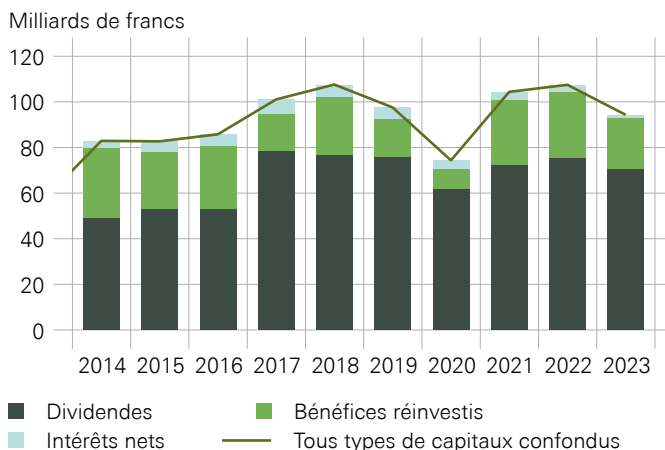
Le secteur de l'industrie a affiché des revenus d'investissements directs en baisse de 15% dans ses filiales non résidentes (-7 milliards de francs; total: 39 milliards). À une exception près (*Métallurgie et machines*), tous les groupes de branches ont enregistré un recul. Le repli le plus fort a concerné le groupe de branches *Autres industries et construction* (-4 milliards; total: 11 milliards).

Le graphique 8 présente la ventilation géographique des revenus d'investissements directs à l'étranger. Le repli des revenus en question n'a pratiquement concerné que les filiales domiciliées en Europe (-24 milliards de francs; total: 41 milliards). Un léger recul sur un an a été observé en Asie (-1 milliard; total: 25 milliards). En revanche, un redressement partiel a été observé en Amérique du Nord (+4 milliards de francs; total: 20 milliards) et dans le reste du monde (+7 milliards; total: 9 milliards) après la chute enregistrée en 2022.

Graphique 6

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus ventilés par types de capitaux

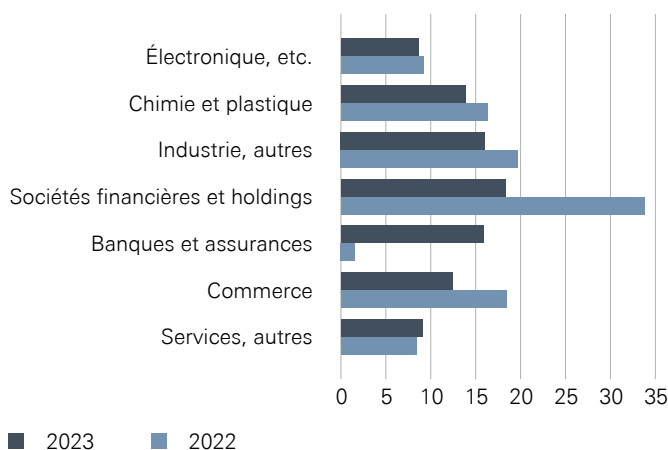


Source: BNS.

Graphique 7

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus ventilés par groupes de branches (en milliards de francs)

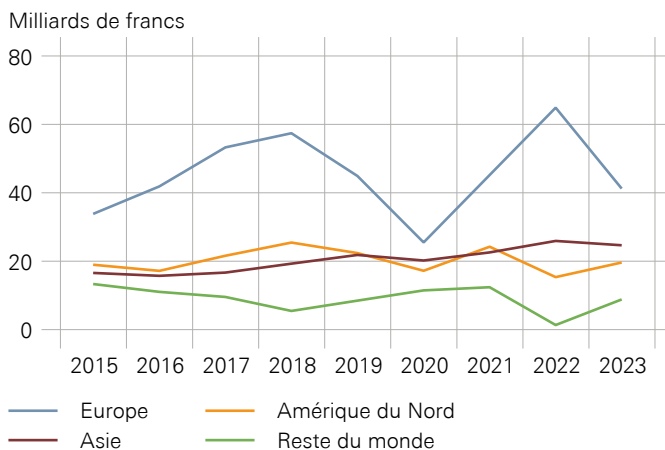


Source: BNS.

Graphique 8

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus ventilés par aires géographiques



Source: BNS.

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2023, les entités non résidentes ont poursuivi leurs désinvestissements des entreprises résidentes, pour un montant net de 49 milliards de francs (63 milliards en 2022). Elles ont réduit de 71 milliards de francs leurs participations dans les filiales résidentes, dans le cadre de restructurations, y ont réinvesti des bénéfices à hauteur de 12 milliards et ont octroyé à ces dernières des prêts pour 10 milliards (voir graphique 9).

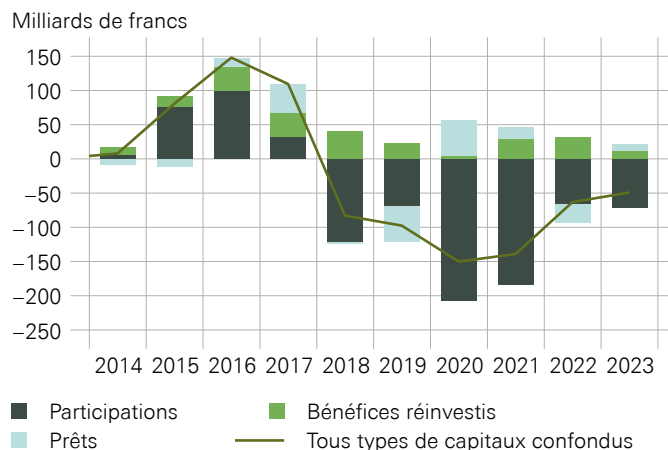
Les rapatriements de capitaux ont surtout concerné les sociétés financières et holdings (40 milliards de francs): comme les années précédentes, ils ont essentiellement été imputables à des groupes établis aux États-Unis. Ces derniers ont liquidé des filiales résidentes qu'ils détenaient par l'intermédiaire de sociétés domiciliées dans des pays tiers et ont réduit le bilan de ces filiales en procédant à des restructurations. Ces filiales étaient en grande partie des EVS, soit des entités sans activité opérationnelle importante¹. Les rapatriements de capitaux ne se sont pas limités aux sociétés financières et holdings. Des désinvestissements nets ont également été enregistrés dans les filiales du commerce (10 milliards de francs) et de l'industrie (2 milliards). Les investissements directs en termes nets faisaient, eux, figure d'exception en 2023. Ils n'ont concerné que les compagnies d'assurance (3 milliards de francs) et les entreprises du groupe de branches *Transports et communications* (2 milliards), et ont principalement été effectués dans le cadre de prêts intragroupes.

Pour procéder à des investissements directs en Suisse ou au Liechtenstein (ci-après investissements directs en Suisse), les sociétés mères non résidentes recourent majoritairement à des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays européens où sont implantées des holdings (voir aussi la section concernant la ventilation par pays des stocks d'investissements directs, page 13). Par conséquent, les rapatriements enregistrés durant l'année sous revue ont d'abord été le fait d'entités domiciliées dans de tels pays, notamment aux Pays-Bas (36 milliards de francs), mais aussi au Luxembourg (6 milliards) et en Hongrie (4 milliards). Des désinvestissements ont en outre été réalisés par des entités domiciliées dans le reste de l'Europe (9 milliards) et en Asie (5 milliards).

Graphique 9

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Flux ventilés par types de capitaux

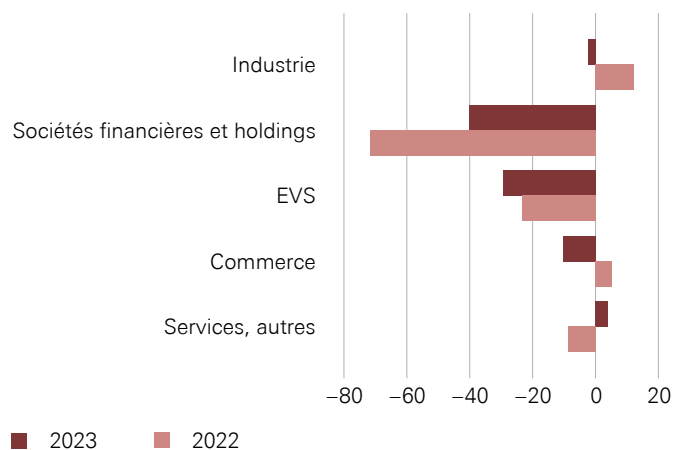


Source: BNS.

Graphique 10

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Flux ventilés par groupes de branches (en milliards de francs)



Source: BNS.

¹ Voir le thème spécial *Évolution actuelle des capitaux en transit dans la statistique suisse des investissements directs*, dans le rapport *Investissements directs 2021*, pages 25 ss.

Les investissements directs nets en Suisse ont été très peu nombreux en 2023. Les plus importants ont été le fait d'entreprises domiciliées aux États-Unis (7 milliards de francs) et en Belgique (5 milliards), qui ont octroyé des prêts à leurs filiales résidentes. Des entités domiciliées en Italie et en Allemagne ont réalisé des investissements sous forme de participations (1 milliard dans les deux cas). Enfin, des entreprises domiciliées en Irlande et au Royaume-Uni ont réinvesti leurs bénéfices dans leurs filiales résidentes, respectivement à hauteur de 2 milliards de francs et de 1 milliard.

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

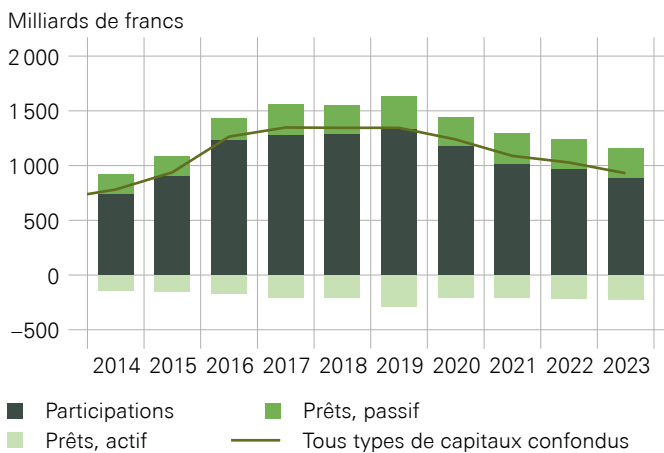
Fin 2023, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse s'établissaient à 930 milliards de francs, en recul de 98 milliards en un an (-10%). Cette baisse découle des rapatriements de capitaux et a été accentuée par des corrections de valeur résultant de restructurations au sein de groupes. Les corrections de valeur ne sont pas comptabilisées comme des flux d'investissements directs, mais entrent directement dans les stocks, en tant qu'autres changements de volume. Les stocks d'investissements directs détenus dans les entreprises résidentes se composent des participations, lesquelles se sont élevées à 893 milliards de francs (96%), et des prêts intragroupes, qui se sont établis à 37 milliards (4%). Les prêts intragroupes représentent un montant net² égal à la différence entre les prêts accordés à des entités résidentes par leurs sociétés mères et sociétés sœurs non résidentes (passif: 265 milliards de francs) et ceux octroyés à ces dernières par les entités résidentes (actif: 228 milliards)³.

Le repli des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse a touché dans les services le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* (-65 milliards de francs, soit -14%; total: 395 milliards) et le commerce (-33 milliards, soit -13%; total: 232 milliards). Dans les deux cas, la diminution des stocks d'investissements directs a été plus importante que ce à quoi on pouvait s'attendre sur la base des flux. Cette situation est due tant à des corrections de valeur touchant les filiales résidentes qu'à la prise en compte, pour la première fois, des prêts accordés par ces dernières à leurs sociétés mères non résidentes.

Graphique 11

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks ventilés par types de capitaux



Source: BNS.

² Voir le thème spécial *Présentation des investissements directs selon le principe directionnel et selon le principe des actifs et des passifs* dans le rapport *Investissements directs 2013*, pages 25 ss.

³ Les prêts accordés à et par des sociétés sœurs non résidentes sont pris en compte si le siège du groupe se trouve à l'étranger.

Le graphique 12 présente l'évolution des stocks d'investissements directs depuis 1985. La part de l'industrie a généralement fluctué entre 10% et 20% et s'est située en 2023 à 21%. Quant à la part des services, elle est elle aussi demeurée relativement stable dans l'ensemble (2023: 79%), mais la répartition entre groupes de branches a fortement changé. Ainsi, la part des stocks détenus dans les sociétés financières et holdings, qui était d'environ 30% au milieu des années 1980, a augmenté jusqu'à s'établir à plus de 60% en 2016, puis a de nouveau fléchi, s'inscrivant à 42% fin 2023, soit à peu près au même niveau qu'il y a 30 ans. Sur la période, la part des banques et des assurances a accusé un net repli: elle est passée d'environ 30% au début des années 1990 à 4% fin 2023. L'importance des autres groupes de branches du secteur des services s'est en revanche fortement accrue entre 2010 et 2023, passant de 17% à 32%, principalement portée par le commerce.

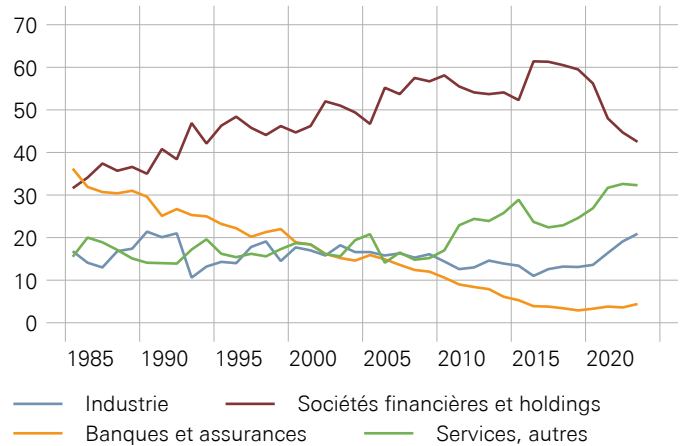
La BNS publie les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse selon la domiciliation de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime. Une grande part de ces stocks était détenue par des investisseurs immédiats domiciliés dans l'UE. Fin 2023, ceux-ci détenaient 600 milliards de francs, soit 65% du total, dont 481 milliards dans les trois sites d'implantation de holdings, à savoir les Pays-Bas, le Luxembourg, et l'Irlande. Les investissements réalisés depuis ce type d'implantation sont en majorité le fait de sociétés intermédiaires contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. La part des participations détenues dans des filiales résidentes par l'entremise de sociétés intermédiaires a atteint un pic de 75% en 2018 (voir graphique 13). Depuis lors, les sociétés financières et holdings ont enregistré des désinvestissements. Fin 2023, la part des stocks d'investissements directs détenus en Suisse par l'entremise de sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers était tombée à 60%.

Étant donné la proportion significative des participations dans des entreprises résidentes détenues par l'entremise de sociétés intermédiaires, la Banque nationale dresse également une ventilation des stocks selon la domiciliation de l'investisseur ultime. Dans le cas des États-Unis en particulier, les stocks d'investissements directs étaient beaucoup plus élevés selon le critère de l'investisseur ultime (359 milliards de francs) que selon celui de l'investisseur immédiat (voir graphique 14). Cette situation montre que les entreprises établies aux États-Unis passent encore majoritairement par des pays tiers pour acquérir des participations dans des entreprises domiciliées en Suisse. Les entreprises établies en Amérique du Sud, dans le reste de l'Europe et en Chine font de même.

Graphique 12

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks ventilés par groupes de branches (en %)

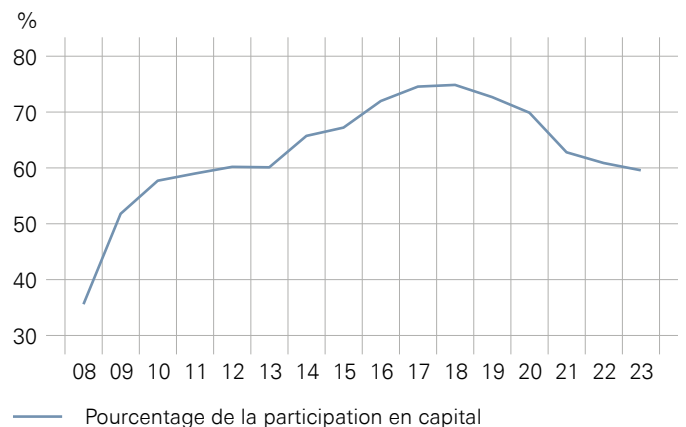


Source: BNS.

Graphique 13

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks détenus par l'entremise de sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers

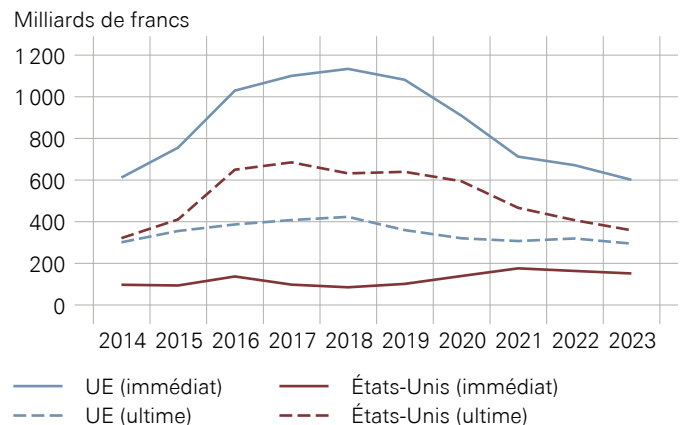


Source: BNS.

Graphique 14

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks ventilés selon la domiciliation de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime



Source: BNS.

Pour ce qui est des pays accueillant de nombreuses holdings, la ventilation selon l'investisseur ultime fait généralement apparaître des stocks plus faibles que celle selon l'investisseur immédiat. Ainsi, les stocks d'investissements directs détenus par des investisseurs ultimes domiciliés au Luxembourg s'inscrivaient à 13 milliards de francs, soit à un niveau très bas par rapport à celui des stocks ventilés en fonction de l'investisseur immédiat (194 milliards). Pour les Pays-Bas, les valeurs correspondantes étaient respectivement de 44 milliards et de 262 milliards de francs. L'Irlande par contre affichait des stocks d'investissements directs beaucoup plus importants selon le critère de l'investisseur ultime (104 milliards de francs) que selon celui de l'investisseur immédiat (25 milliards). En effet, l'Irlande accueille un grand nombre de holdings, mais elle compte aussi quantité de sièges de groupes multinationaux.

La Suisse figure, elle aussi, parmi les pays de domiciliation de l'investisseur ultime. Cela signifie que des entités résidentes passent par des sociétés intermédiaires situées dans des pays tiers pour acquérir des participations dans des entreprises résidentes. L'expression *round tripping* est couramment utilisée en anglais pour désigner ce type d'opérations, à l'issue desquelles les fonds investis retournent à leur point de départ. En 2023, les stocks d'investissements directs ayant fait l'objet d'opérations de *round tripping* s'élevaient à 44 milliards de francs, contre 50 milliards l'année précédente.

Tableau 2

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE EN 2023, RÉPARTIS SELON LA DOMICILIATION DE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT ET DE L'INVESTISSEUR ULTIME

| | Répartition selon l'investisseur immédiat | | Répartition selon l'investisseur ultime | | Écart en milliards de francs |
|------------------------------------|---|-------------|---|-------------|---------------------------------|
| | en milliards de francs | en % | en milliards de francs | en % | |
| Europe | 678,2 | 73% | 398,5 | 43% | -279,7 |
| UE | 601,3 | 65% | 294,8 | 32% | -306,5 |
| Reste de l'Europe | 77,0 | 8% | 103,8 | 11% | 26,8 |
| Pays sélectionnés | | | | | |
| Allemagne | 21,9 | 2% | 44,8 | 5% | 22,9 |
| France | 18,6 | 2% | 27,8 | 3% | 9,2 |
| Irlande | 25,1 | 3% | 104,1 | 11% | 79,0 |
| Luxembourg | 194,3 | 21% | 12,7 | 1% | -181,7 |
| Pays-Bas | 261,7 | 28% | 43,8 | 5% | -217,9 |
| Suisse | . | . | 43,9 | 5% | 43,9 |
| Royaume-Uni | 63,9 | 7% | 40,8 | 4% | -23,1 |
| Amérique du Nord | 152,1 | 16% | 377,4 | 41% | 225,3 |
| dont États-Unis | 151,5 | 16% | 358,9 | 39% | 207,4 |
| Amérique centrale et du Sud | 28,9 | 3% | 51,4 | 6% | 22,5 |
| Asie, Afrique, Océanie | 71,1 | 8% | 103,0 | 11% | 31,9 |
| Japon | 32,9 | 4% | 37,7 | 4% | 4,8 |
| Ensemble des pays | 930,3 | 100% | 930,3 | 100% | 0,0 |

· Pas de données possibles.

Source: BNS.

REVENUS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les revenus des investissements directs étrangers en Suisse ont fléchi de 8 milliards (−7%) en 2023, passant à 97 milliards de francs. Si on rapporte ces revenus au total des stocks d'investissements directs, le taux de rendement s'établissait à 10,5% (2022: 10,2%). Bien que les revenus d'investissements directs aient globalement reculé, les filiales résidentes ont versé un dividende plus élevé à leurs investisseurs non résidents que l'année précédente (+11 milliards de francs; total: 84 milliards). En conséquence, les bénéficiaires réinvestis ont fortement diminué (−19 milliards de francs; total: 12 milliards). Quant aux intérêts des prêts intragroupes, ils sont restés stables, à 1 milliard de francs.

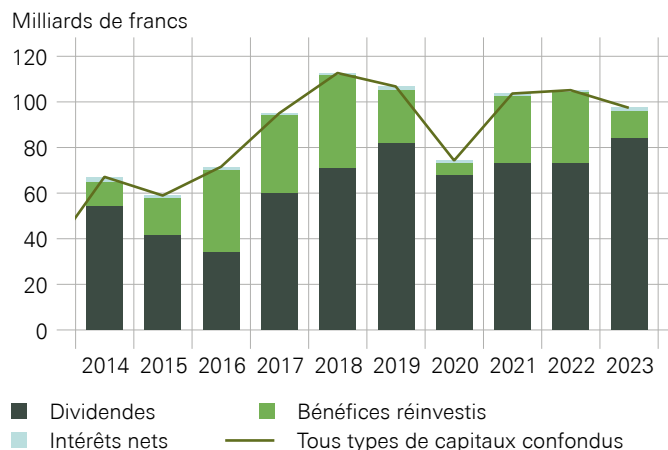
Le repli des revenus d'investissements directs a concerné aussi bien les filiales du secteur des services (−5 milliards de francs; total: 81 milliards), en particulier les sociétés financières et holdings (−4 milliards; total: 34 milliards) et le commerce (−3 milliards; total: 33 milliards), que celles de l'industrie (−3 milliards; total: 17 milliards). Les revenus d'investissements directs se sont par contre accrus dans les filiales des banques et des assurances (+2 milliards de francs; total: 5 milliards) et celles du groupe de branches *Transports et communications* (+2 milliards; total: 2 milliards). Parmi les quatre groupes de branches de l'industrie, seul *Chimie et plastique* a enregistré une progression (+2 milliards; total: 11 milliards).

La Banque nationale publie les revenus d'investissements directs étrangers en Suisse – comme elle le fait pour les stocks – avec une ventilation selon la domiciliation de l'investisseur immédiat et selon celle de l'investisseur ultime. Le graphique 17 présente l'évolution des revenus depuis 2015 pour les deux ventilations. On observe des similitudes avec l'évolution des stocks d'investissements directs (voir graphique 14). Dans la ventilation selon l'investisseur immédiat, les entités domiciliées dans l'UE dominant, avec des revenus d'investissements directs de 67 milliards de francs, soit deux tiers du total. Dans la ventilation selon l'investisseur ultime, les entités domiciliées aux États-Unis ont une nouvelle fois enregistré des revenus d'investissements directs plus élevés (38 milliards de francs) que ceux réalisés par les entités domiciliées dans l'UE (32 milliards). Les investisseurs ultimes établis dans les autres aires géographiques ont perçu des revenus à hauteur de 28 milliards de francs, leur part dans le total ayant nettement progressé depuis 2015.

Graphique 15

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus ventilés par types de capitaux

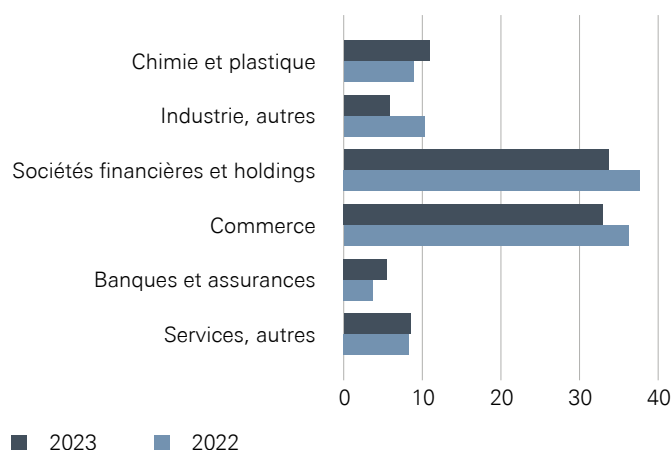


Source: BNS.

Graphique 16

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus ventilés par groupes de branches (en milliards de francs)

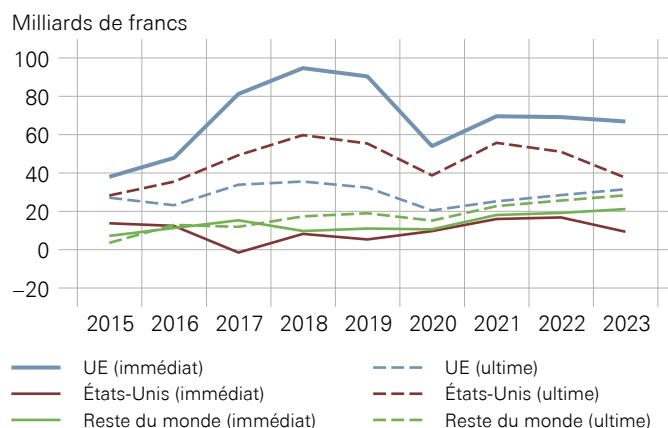


Source: BNS.

Graphique 17

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus ventilés selon la domiciliation de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime



Source: BNS.

Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes

EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

En 2023, les entreprises contrôlées par des entités résidentes (ci-après groupes résidents) employaient dans leurs filiales non résidentes 2 503 000 personnes¹ (+5% par rapport à l'année précédente; cette hausse est légèrement supérieure à sa moyenne de long terme). Parmi ces personnes, 1 399 000 travaillaient dans l'industrie (+16 000) et 1 105 000 (+100 000), dans les services².

Dans l'industrie, la quasi-totalité des groupes de branches a enregistré une progression des effectifs à l'étranger. *Métallurgie et machines* comptait 356 000 salariés (+7 000, soit +2%). Les filiales non résidentes du groupe de branches *Chimie et plastique* occupaient plus de 292 000 personnes (+2 000, soit +1%). Le groupe de branches *Électronique, énergie, optique et horlogerie* a enregistré l'accroissement le plus fort (+9 000 personnes, soit +4%), portant ses effectifs à 236 000. Le fait que certaines entreprises ont été prises en compte pour la

première fois a contribué pour moitié environ à cette expansion. C'est le groupe de branches *Autres industries et construction* qui employait les effectifs les plus nombreux à l'étranger, à savoir 515 000 personnes, mais c'est en même temps le seul groupe de branches du secteur de l'industrie à afficher un léger recul (-3 000, soit -1%).

Dans les services, une part considérable de la croissance des effectifs a été portée par le commerce, lequel employait les effectifs les plus importants à l'étranger, à savoir 308 000 personnes, en hausse de 62 000, ou d'un quart, à la suite d'acquisitions et de la prise en compte de nouvelles entreprises dans la statistique. Le groupe de branches *Transports et communications* employait 225 000 personnes à l'étranger (+22 000, soit +11%), les assurances, 128 000 personnes (+8 000, soit +7%, à la suite d'acquisitions), et les banques, lesquelles sont la branche des services qui emploient les effectifs les plus réduits à l'étranger, 94 000 personnes (-7 000).

Les effectifs à l'étranger des groupes résidents sont répartis entre les aires géographiques comme suit (voir graphique 19): Europe (1 212 000 personnes, soit 48%), Asie (556 000, ou 22%), Amérique du Nord (376 000, ou 15%) et autres régions du monde (359 000, ou 14%).

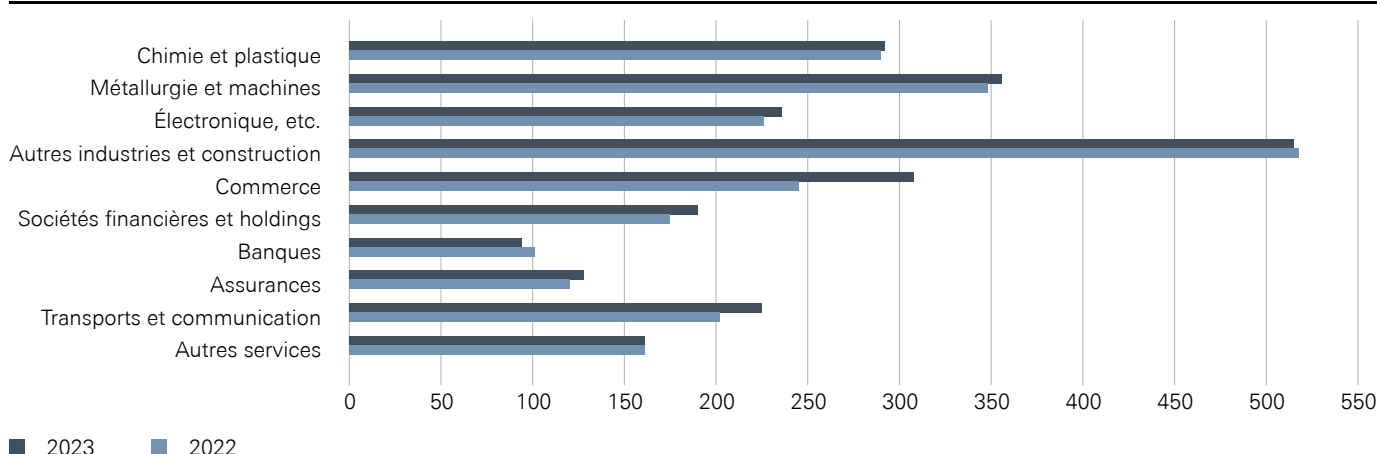
1 Comprend uniquement les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs. Le nombre de personnes employées à l'étranger par les autres entreprises résidentes n'est pas connu.

2 Le critère de répartition par branches est l'activité principale du groupe à l'échelle mondiale.

Graphique 18

EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Par groupes de branches, en milliers de personnes



Source: BNS.

Le graphique 20 présente les dix pays où les groupes résidents comptent le plus de personnes salariées. La taille des cercles est proportionnelle au nombre de personnes employées. L'axe des abscisses indique la variation moyenne des effectifs entre 2013 et 2023, et celui des ordonnées, leur variation entre 2022 et 2023.

Six des dix principaux sites d'implantation se trouvaient en Europe. Les trois premiers étaient l'Allemagne (323 000 personnes; +9%), la France (127 000; +4%) et le Royaume-Uni (95 000 personnes; +3%). En Italie, les effectifs employés par des entités suisses ont augmenté de 21%, à 77 000 personnes, en raison notamment d'acquisitions. La Pologne (63 000 personnes; +3%) affiche le taux de croissance moyen le plus élevé sur les dix dernières années. Quant aux Pays-Bas, au Luxembourg et à l'Irlande, pays d'implantation de nombreuses holdings qui jouent un rôle important pour les investissements directs, ils ne réunissaient que 48 000 employés d'entités suisses, soit 2% des effectifs engagés à l'échelle du monde.

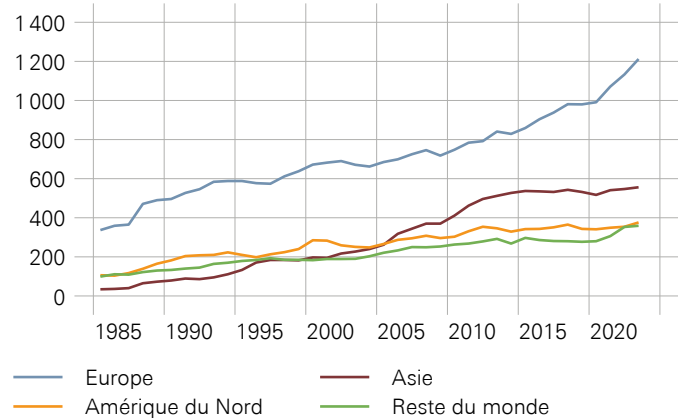
Hors d'Europe, les entreprises résidentes faisaient travailler 340 000 personnes (+6%) aux États-Unis – premier site d'implantation hors de Suisse –, 172 000 (+2%) en Chine – implantation la plus importante en Asie –, 104 000 (+5%) en Inde et 94 000 (+1%) au Brésil.

Graphique 19

EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Répartition géographique

Milliers de personnes



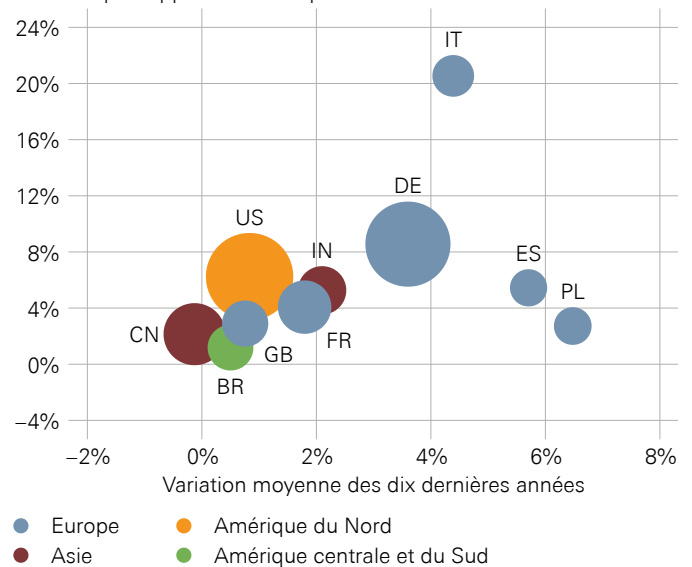
Source: BNS.

Graphique 20

EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Les dix principaux sites en 2023

Variation par rapport à l'année précédente



Source: BNS.

NOMBRE DE FILIALES NON RÉSIDENTES

En 2023, les sociétés mères résidentes contrôlaient 21 200 filiales non résidentes: 8 700 dans l'industrie et 12 400 dans les services, dont 5 700 pour le seul groupe de branches *Autres services*. Ce nombre s'explique par le modèle économique d'entreprises importantes de ce groupe, qui repose sur un réseau dense de très petites implantations à l'échelle mondiale.

Le graphique 21 présente les dix aires géographiques qui regroupent le plus grand nombre de filiales d'entreprises résidentes. La taille des cercles est proportionnelle au nombre de filiales. L'axe des abscisses indique la variation moyenne de ce chiffre entre 2014 et 2023, et celui des ordonnées, sa variation entre 2022 et 2023. La majorité des filiales non résidentes d'entreprises résidentes étaient établies en Europe (59%), notamment dans les pays limitrophes: en France (2 700 filiales, soit 13% du total), en Allemagne (2 000, soit 10%) et en Italie (1 000, soit 5%). Le Royaume-Uni regroupait, quant à lui, 800 filiales d'entreprises résidentes. Avec 2 400 filiales (11% du total), les États-Unis étaient le principal site d'implantation hors d'Europe. Quant à la Chine, elle en comptait 800.

Le nombre moyen de personnes employées dans les filiales non résidentes était de 118. Il était le plus élevé dans les groupes de branches *Autres industries et construction* (208 personnes) et *Transports et communications* (183), et le plus faible dans le groupe de branches *Autres services* (28) ainsi que chez les banques (77).

Le graphique 22 présente les effectifs moyens des filiales non résidentes ventilés par aires géographiques ainsi que leur dispersion au sein de celles-ci. Les effectifs étaient les plus élevés en Asie, avec 170 personnes en moyenne (mais 417 en Inde et 346 au Pakistan), et les plus faibles, en Europe, avec 97 personnes en moyenne et une taille des filiales également très variable. De fait, l'Europe compte un grand nombre de pays où sont implantées beaucoup d'EVS, lesquelles ont une faible présence physique. Ainsi, les filiales domiciliées dans les centres financiers offshore d'Europe³ n'employaient en moyenne que quatre personnes.

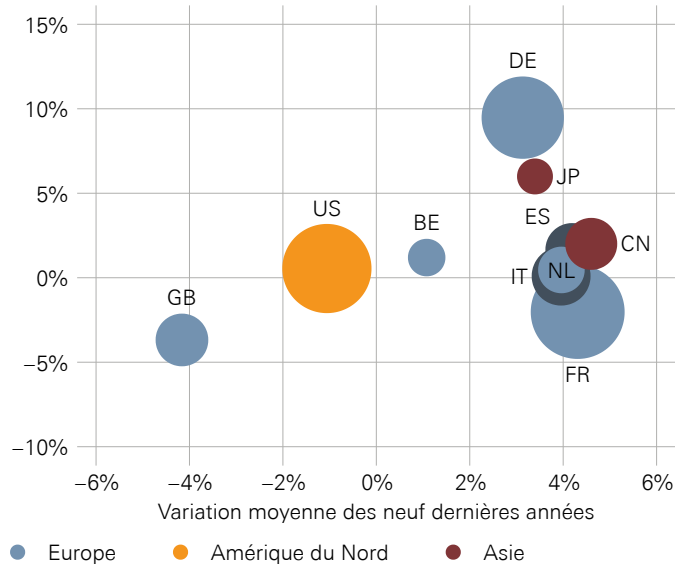
3 Gibraltar, Guernesey, Île de Man et Jersey.

Graphique 21

NOMBRE DE FILIALES NON RÉSIDENTES

Les dix principaux sites d'implantation en 2023

Variation par rapport à l'année précédente

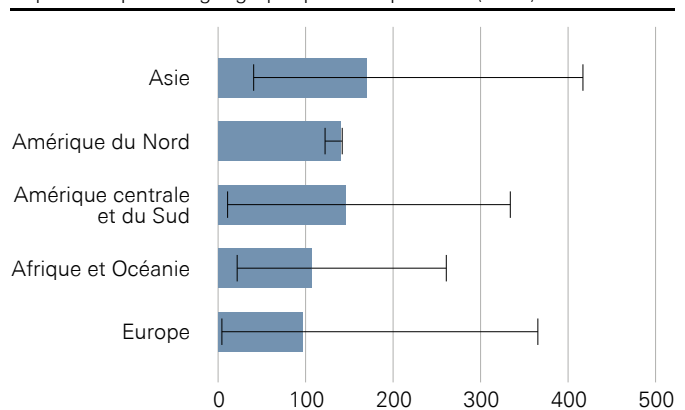


Source: BNS.

Graphique 22

EFFECTIFS MOYENS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Répartition par aire géographique et dispersion¹ (2023)



1 La dispersion montre l'écart entre les valeurs minimales et maximales au sein de chaque aire géographique.

Source: BNS.

CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR LES FILIALES NON RÉSIDENTES DE GROUPES RÉSIDENTS

En 2023, les filiales non résidentes de groupes résidents ont vendu des biens et des services à des tiers pour un total de 869 milliards de francs, en baisse de 4% par rapport à 2022 aussi bien dans l'industrie que dans les services. Ce repli s'explique principalement par des facteurs propres à certaines branches et par l'appréciation du franc.

L'industrie a contribué à ce chiffre d'affaires à hauteur de 492 milliards de francs (soit 57% du total). Ce montant se compose, par ordre d'importance, des chiffres d'affaires des groupes de branches suivants: *Autres industries et construction* (172 milliards de francs; -1%), *Chimie et plastique* (144 milliards; -3%), *Électronique, énergie, optique et horlogerie* (96 milliards; -12%, notamment du fait du recul des prix de l'énergie) et *Métallurgie et machines* (79 milliards; +1%).

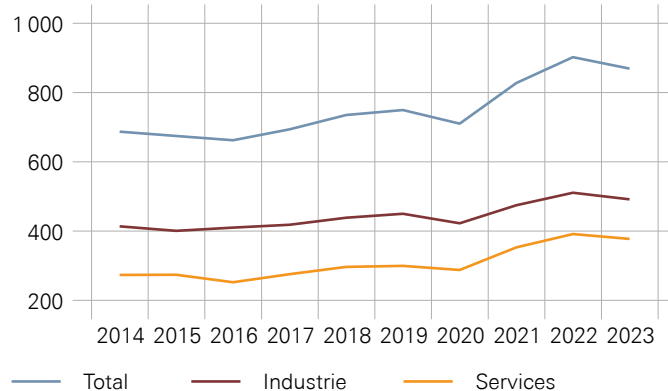
Quant aux services, leur contribution a été de 377 milliards de francs. Ce montant comprend notamment, par ordre d'importance, les chiffres d'affaires des assurances (118 milliards de francs, les primes brutes encaissées ayant augmenté de 5% en partie à la suite de changements dans les normes comptables), du commerce (98 milliards; +1%, les acquisitions à l'étranger et les chiffres d'affaires additionnels des entreprises rachetées ayant compensé la baisse des prix des matières premières), et du groupe de branches *Transports et communications* (38 milliards, soit un recul de près d'un quart du chiffre d'affaires dû à la normalisation des frais de transport après la pandémie).

Graphique 23

CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR LES FILIALES NON RÉSIDENTES

Ventilation sectorielle

En milliards de francs

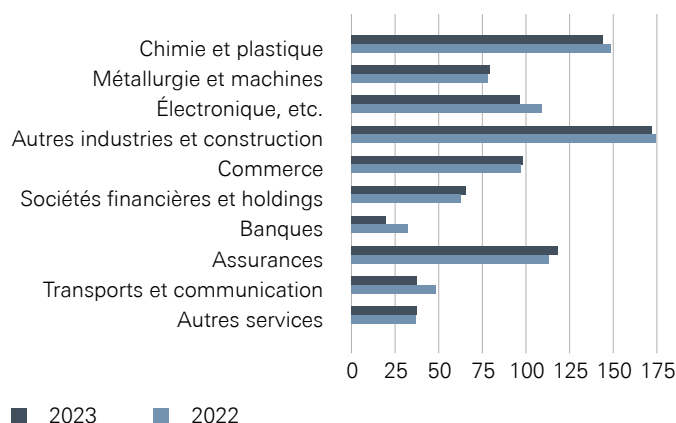


Source: BNS.

Graphique 24

CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR LES FILIALES NON RÉSIDENTES

Ventilation par groupes de branches, en milliards de francs



Source: BNS.

Le graphique 25 présente les dix principaux sites d'implantation des filiales non résidentes d'entreprises résidentes en fonction de leur chiffre d'affaires. La taille des cercles est proportionnelle au chiffre d'affaires réalisé. L'axe des abscisses indique la variation moyenne entre 2014 et 2023, et celui des ordonnées, la variation entre 2022 et 2023.

L'Europe prise comme un tout concentre 42% du chiffre d'affaires total réalisé par les filiales non résidentes d'entreprises résidentes, soit 367 milliards de francs. L'Allemagne se place en tête avec un chiffre d'affaires de 87 milliards de francs, devant la France (53 milliards) et l'Italie (34 milliards). Les filiales domiciliées aux États-Unis ont réalisé le chiffre d'affaires le plus important en dehors d'Europe, à savoir 239 milliards ou 27% du total. Deux pays d'Asie, la Chine (48 milliards de francs) et le Japon (21 milliards), faisaient également partie des principaux sites d'implantation en termes de chiffre d'affaires. Enfin, le Brésil (22 milliards de francs), qui a globalement enregistré la plus forte augmentation du chiffre d'affaires en 2023, figurait pour la première fois parmi les dix premiers sites.

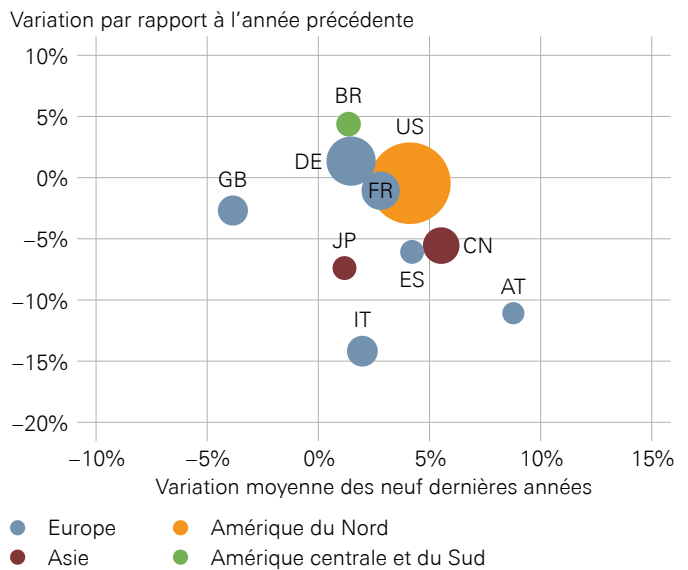
Le chiffre d'affaires moyen par personne employée dans les filiales non résidentes des entreprises résidentes s'est établi à 347 000 francs (352 000 dans l'industrie et 342 000 dans les services). Dans l'industrie, c'est le groupe de branches *Chimie et plastique* qui affichait la valeur la plus élevée, avec 492 000 francs. Dans les services, ce sont les assurances, avec 929 000 francs.

Le graphique 26 présente la répartition géographique et la dispersion du chiffre d'affaires généré par personne salariée. Les filiales implantées en Amérique du Nord enregistraient les chiffres les plus élevés, avec 677 000 francs. Si les disparités observées entre aires géographiques étaient modérées, celles entre les pays d'une même aire étaient considérables. Ainsi, les valeurs pour les sites d'implantation d'EVS, tels que le Luxembourg (2,7 millions de francs) et les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud (2,7 millions également), ont été respectivement huit et dix fois plus élevées que la moyenne de leur aire géographique. En Asie, les plus faibles chiffres d'affaires par personne ont été enregistrés par les filiales implantées en Inde et au Vietnam, pays aux industries exigeant une forte main-d'œuvre, avec respectivement 82 000 et 126 000 francs par personne. Les valeurs les plus élevées ont été enregistrées à Singapour et au Japon; elles représentaient deux fois la moyenne de l'aire géographique.

Graphique 25

CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR LES FILIALES NON RÉSIDENTES

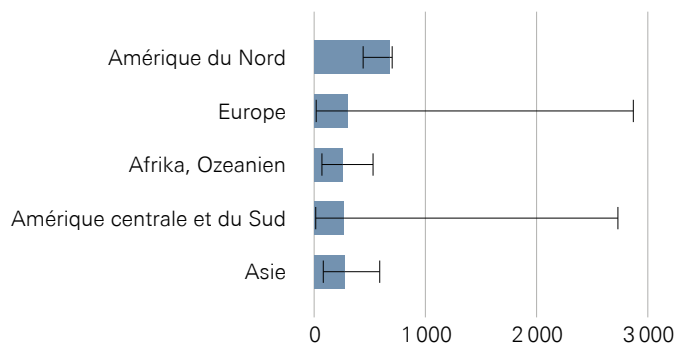
Les dix principaux sites d'implantation en 2023



Graphique 26

CHIFFRE D'AFFAIRES MOYEN PAR PERSONNE EMPLOYÉE

Répartition par aire géographique et dispersion¹, en milliers de francs (2023)



¹ La dispersion montre l'écart entre les valeurs minimales et maximales au sein de chaque aire géographique.

Source: BNS.

EFFECTIFS DES SOCIÉTÉS MÈRES RÉSIDENTES

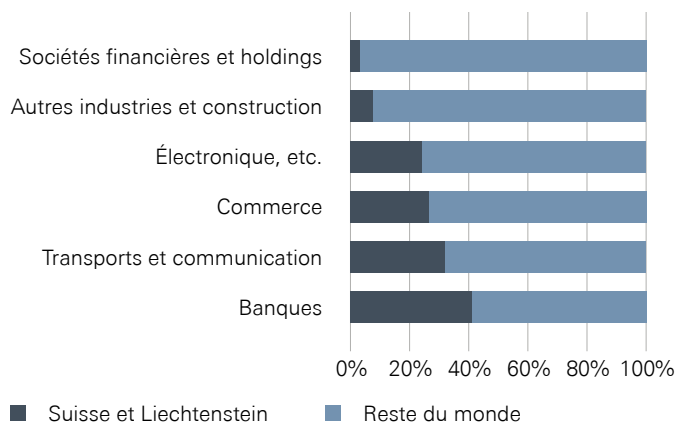
Les entreprises résidentes qui investissent à l'étranger sont aussi d'importants employeurs en Suisse et au Liechtenstein. En 2023, leurs effectifs s'y élevaient à 1 001 000 personnes⁴, soit 18% de l'emploi total en Suisse et au Liechtenstein, dont 556 000 (soit 56%) travaillaient dans des entreprises entrant dans la statistique de la Banque nationale parce que leurs stocks d'investissements directs sont supérieurs à 10 millions de francs.

Toutes implantations confondues, les groupes résidents tenus de fournir des données à la Banque nationale employaient 3 059 000 personnes (voir tableau 3), dont 82% hors de Suisse et du Liechtenstein. Cette part était de 86% dans l'industrie et de 77% dans les services. Dans l'industrie, elle allait de 76% pour le groupe de branches *Électronique, énergie, optique et horlogerie* à 92% pour le groupe de branches *Autres industries et construction*. Dans les services, les disparités étaient très prononcées: cette part était de 97% dans les sociétés financières et holdings, d'à peu près les trois quarts dans le commerce, d'environ deux tiers dans le groupe de branches *Transports et communications* et d'un peu moins de 60% pour les banques.

Graphique 27

EFFECTIFS: RÉPARTITION ENTRE ENTITÉS RÉSIDENTES ET ENTITÉS NON RÉSIDENTES

Ventilés par groupes de branches (2023)



Source: BNS.

⁴ Source: OFS, Statistique des groupes d'entreprises (STAGRE).

EFFECTIFS DES GROUPES EN MAINS SUISSES, VENTILÉS PAR SECTEUR¹

En milliers de personnes

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | en % |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Effectifs en Suisse et au Liechtenstein | 549,8 | 535,5 | 539,0 | 538,7 | 556,2 | 18,2 |
| dont industrie | 214,8 | 210,3 | 210,7 | 210,6 | 219,1 | 7,2 |
| dont services | 335,0 | 325,2 | 328,3 | 328,1 | 337,1 | 11,0 |
| Effectifs à l'étranger | 2 132,0 | 2 128,6 | 2 267,8 | 2 386,5 | 2 503,2 | 81,8 |
| dont industrie | 1 352,3 | 1 336,7 | 1 362,0 | 1 382,4 | 1 398,7 | 45,7 |
| dont services | 779,7 | 791,8 | 905,9 | 1 004,1 | 1 104,6 | 36,1 |
| Total des effectifs | 2 681,7 | 2 664,1 | 2 806,9 | 2 925,2 | 3 059,4 | 100,0 |
| dont industrie | 1 567,1 | 1 547,0 | 1 572,7 | 1 593,0 | 1 617,7 | 52,9 |
| dont services | 1 114,7 | 1 117,1 | 1 234,2 | 1 332,2 | 1 441,7 | 47,1 |

1 Comprend uniquement les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs.

Source: BNS.

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 58 631 00 00

Renseignements

publications@snb.ch

Langues

Français, allemand, anglais

Conception

Interbrand Ltd, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön Group AG, Zurich

Date de publication

Décembre 2024

ISSN 1662-4319 (version imprimée)
ISSN 1661-156X (version électronique)

Accès aux publications

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, News et publications.

Le calendrier des publications figure à l'adresse www.snb.ch, Calendrier.

Une grande partie des publications peuvent être obtenues sur papier, individuellement ou par abonnement, à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 58 631 11 50
E-mail: library@snb.ch

**Droits d'auteur/copyright**

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2024



SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK

